

# Ne confinions pas nos revendications

**1. La pandémie s'installe et surdétermine tout.** Sans traitements ni vaccins ni même connaissance de la circulation du virus, elle durera...

**2. La seule réponse du pouvoir est l'état d'urgence.** Ses mesures d'état de siège se cumulent avec celles contre le terrorisme. Surveiller et punir, telle est la devise du pouvoir.

**Conseil de défense** - Toutes les décisions sont prises par une poignée d'experts proclamés comme tels par le président, qui exerce seul le pouvoir exécutif.

**3. Pendant la pandémie, les lignes de force du libéralisme** continuent d'animer les mesures du gouvernement, et de ses homologues de par le monde.

**4. Les mesures du gouvernement visent la protection des marchés financiers,** le pouvoir des employeurs de licencier, la fragmentation du salariat.

**Télétravail** - Des pans entiers du salariat sont envoyés à marche forcée vers le travail sur ordinateur, en fait ce sont les emplois qui sont absorbés définitivement par le numérique.

**Numérique** - Ce mot cache une réalité : les GAFAM s'installent dans le contrat de travail, et absorbent la valeur du travail.

**Assignation du travail à domicile** - Le gouvernement oriente la main d'œuvre vers l'économie de plateforme, provoquant une vaste transformation des domiciles personnels en ateliers de travail.

**5. Macron cible la destruction** des allocations chômage, l'éradication de la retraite solidaire, le pillage des ressources de la Sécurité sociale.

**6. L'hôpital public concentre les tirs** : pendant la pénurie de personnels, de lits et de moyens en général, le dispositif libéral le traite comme une vile entreprise rentable.

**7. Ils veulent continuer leur business coûte que coûte.** Quitte à alléger les employeurs non seulement des charges sociales mais également des salaires. Le contribuable paiera, les caisses sociales, aussi, mais plus tard.

**8. L'assassinat de Samuel Paty,** et la mutilation de son cadavre par décapitation, résonne comme un 11 septembre du terrorisme islamiste en France.

**9. Le gouvernement a réagi en déclenchant une campagne d'extrême droite,** sous le titre « chasse aux islamo-gauchistes », axée sur l'Éducation nationale dans la perspective d'une épuration des « mauvais maîtres ».

Les assassinats terroristes sont exploités pour la consolidation d'un État tourné vers l'ordre libéral, contre le droit, le social...

**10. L'assimilation officielle de l'islam avec l'islamisme par le pouvoir en place** ouvre la porte à une dynamique qui a conduit à l'arrivée de Trump au pouvoir, c'est-à-dire une extrême droite au racisme officiel. Un néo-fascisme.

**11. L'extrême droite assoit sa suprématie idéologique** sur la droite traditionnelle, et sur le courant macronard, mêlant les rescapés de la social-démocratie aux intégristes d'un libéralisme agressif.

Trouvons le frein d'urgence pour éviter la Catastrophe générale.

Construisons notre contribution à la sortie de crise.

Il n'y aura pas de sortie de pandémie sans imposer les mesures qui ne peuvent être que collectives.

La pandémie réclame des mesures collectives, égalitaires, désintéressées, d'entraide et de solidarité.

## CONFINÉS MAIS PAS MUSELÉS !

**Tous les moyens à l'hôpital public pour la santé de toutes et tous.**

- Les milliards de la « Relance » pour la santé publique.
- Accès égalitaire et gratuit aux soins.
- Ouverture d'établissements disponibles comme le Val-de-Grâce, l'Hôtel-Dieu, Bichat ...
- Réquisition des cliniques privées.
- Les très riches laboratoires pharmaceutiques, profiteurs de pandémie, doivent revenir au bien commun de la Santé publique.

**Les outils de confiscation de l'hôpital public et de la sécurité sociale doivent être abrogés.**

{Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES), Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), Loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS), l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), les Agence régionales d'hospitalisation (ARH).}

**Les moyens contre la pandémie doivent être gratuits** : masques, tests, accès aux urgences même sans hospitalisation...

**L'argent « magique » du plan de relance à 100 milliards doit être utilisé** sous contrôle des salariés et des organisations syndicales pour l'emploi, les productions et services utiles.

- Baisse de la TVA à 0 % sur tous les produits de 1<sup>re</sup> nécessité.
- Minimas sociaux au SMIC
- Revalorisation du SMIC à 1 800 €

**Accès au travail** pour tous les jeunes et les précaires, interdiction du droit unilatéral de l'employeur à licencier, contrôle collectif de la numérisation.

**Le télétravail doit être un CDI** dans un rapport de subordination légale avec l'employeur, qui compensera les frais supplémentaires générés par le travail à domicile, et garantira la pérennité de l'emploi.

## RÉSOLUTION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ MOINS UNE ABSTENTION

